

Extrait du PCF : Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org/Voeux-de-Michele-Picard,1421.html

Voeux de Michèle Picard devant une ville rassemblée

- Vénissieux -

Date de mise en ligne : mardi 21 janvier 2014

PCF : Communistes de Vénissieux

Les voeux de Michèle Picard aux associations et personnalités de la ville ont rassemblé plus de 500 personnes à la salle Irène Joliot-curie ce 17 Javier 2014. Un moment fort pour une ville rassemblée en prévision d'une année de rendez-vous, un siècle après la grande guerre, 70 ans après la libération, 50 ans après l'appel de l'Abbé Pierre, trois dates qui font l'introduction du discours du maire.



2014 sera une année de rendez-vous, de rendez-vous avec l'histoire, avec ses valeurs fortes qui ont été défendues et que l'on veut transmettre.

2014-1914 : la folie des empires et la montée des nationalismes fauchent une génération entière, dans le cauchemar des tranchées.

2014-1944 : il y a 70 ans, des hommes, des résistants sortent la France de l'impasse, et bâtissent le modèle social français : le programme du CNR est adopté, un combat pour la liberté, un combat pour la solidarité.

2014-1954 : un homme, l'abbé Pierre, se révolte, et lance un appel en forme « d'insurrection de la bonté », un

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

combat pour les sans-abri, un combat pour l'urgence sociale, un combat pour la dignité.

Trois dates, trois anniversaires, et des valeurs universelles qui résonnent dans notre présent, qui résonnent et représentent aussi l'identité vénissiane.

« Créer, c'est résister. Résister, c'est créer », disait Stéphane Hessel, un humaniste qui interpellait notre siècle face à la montée des injustices et de l'indifférence, un regard et une parole qui nous rassuraient, et qui nous manquent cruellement. Retrouver le sens des valeurs communes, qui rassemblent et qui fédèrent, est devenu une urgence, une nécessité, au coeur d'une société en manque de repères, en manque de lien social. L'année 2013 a montré une nouvelle poussée des radicalismes, en Europe, mais aussi en France. La parole raciste s'est libérée, les propos xénophobes, antisémites, islamophobes, homophobes, se propagent et se banalisent. La haine et le rejet de l'autre gagnent du terrain. Danger des populismes, danger de l'extrême droite et des replis identitaires, danger de l'indifférence généralisée : il faut d'urgence tirer la sonnette d'alarme, et mesurer combien le désarroi actuel, voire le ressentiment, s'empare des classes populaires. Chacun dans cette dérive a sa part de responsabilité : à droite dans un glissement du champ républicain vers le populisme, et un vieux nationalisme rance, à gauche, dans cette incapacité à recréer un projet collectif et un espoir durable, auprès de ceux qui souffrent et encaissent les coups en silence.

La crise n'excuse pas tout et ne permet pas tout, mais le modèle économique actuel souffle sur les braises. Il broie des hommes et des femmes, des salariés, devenus des bien marchands, corvéables, consommables, jetables. Il brade les savoir-faire et blesse les territoires, partout dans le monde comme ici, en bas de chez nous, dans nos agglomérations, dans nos quartiers, dans les zones périurbaines et le monde rural. Il affaiblit le lien trans-générationnel, les notions de transmission et d'apprentissage, de solidarité et de partage. Il fragilise aussi le tissu économique, les PME et TPE. Il fabrique, en somme, le pire : la résignation, l'écoeurement, ce sentiment terrible que les politiques se ressemblent, qu'elles sont peu ou prou identiques, qu'elles ne servent plus à changer le monde mais à vaguement le gérer.

La perte de souveraineté des États, l'éloignement des centres de pouvoir des citoyens, aggravent cette impression d'impuissance. Au terme de ces logiques libérales, les perdants sont toujours les mêmes : les plus démunis, les services publics, les politiques sociales, culturelles, sanitaires, évaluées en termes de profits et de rentabilité, et non en termes d'investissements au service de l'humain. Comment voulez-vous qu'un salarié, qui vient de perdre son emploi et son activité, pendant que quelques privilégiés se répartissent les dividendes, ne finisse pas par céder à la colère ? Comment voulez-vous qu'un jeune, laissé à la porte du marché du travail, ne finisse pas par enrager contre un système qui exclut au lieu d'intégrer ? Comment voulez-vous qu'une personne âgée, au terme d'une vie de travail, et avec 800 euros de pension pour boucler le mois, ne se sente pas exclue, abandonnée, j'allais dire trahie par la solidarité et la redistribution des richesses de la collectivité ? Ce calque libéral posé sur nos sociétés fait monter les colères, des colères légitimes, mais une colère qui peut aussi se tromper d'objectifs, en empruntant la voie du nationalisme et du populisme.

L'élection de François Hollande à l'Élysée avait suscité des espoirs, l'espoir d'en finir avec des politiques qui favorisent les intérêts particuliers, au détriment de l'intérêt général. Sécurité sociale, Éducation nationale, services publics, accès aux soins et à la santé, ont fait l'objet d'un véritable jeu de massacres pendant plus de dix ans. Résultat : le pacte républicain hérité du CNR et des grands principes de solidarité nationale, de dignité, a subi des attaques sans précédent, dont on mesure les effets négatifs. C'est l'observatoire des inégalités qui en parle le mieux dans son récent rapport. Ce dernier évoque un « changement historique », enregistré depuis une dizaine d'années : si la pauvreté avait baissé entre les années 1970 et la fin des années 1990, elle est nettement repartie à la hausse depuis, et en particulier depuis 2008. Et encore, ces chiffres ne tiennent pas compte des années 2012 et 2013. Le rapport PISA lui aussi, montre à quel point, les dizaines de milliers postes supprimés dans les années 2000 dans l'Éducation Nationale ont creusé les inégalités scolaires, et provoqué un décrochage des jeunes français dans certaines disciplines. Ce que je veux dire par là, c'est que l'on ne joue pas impunément avec les services publics

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

sans provoquer des conséquences graves, qui hypothèquent l'avenir. Et je pourrais ajouter à cette longue liste les reports de soins, faute d'argent, pour 30% des Français ; la précarité énergétique qui touche de plus en plus de familles et de personnes âgées (3,4 millions de foyers en France), la crise du logement, etc. C'est sur cette urgence sociale multiple que les Français attendaient des réponses et des mesures fortes du gouvernement. Ils attendaient une rupture, ils subissent l'austérité. Ils attendaient une sortie de crise, ils ne voient pas en quoi les dispositifs actuels sont différents des précédents. Ils espéraient une redistribution du pouvoir d'achat, ils ont le sentiment d'être mis à contribution plus que d'autres (réforme des retraites, hausse de la TVA). La déception, je le crois, elle se situe là. Dans cette impression que rien n'arrête les inégalités sociales, avec des riches de plus en plus riches, et des pauvres de plus en plus pauvres. Rien n'arrête la boulimie boursière, rien n'arrête la financiarisation de l'économie, qui court-circuite littéralement les cycles de production, et se fiche royalement de l'investissement dans l'outil de production, dans les ressources humaines. Rien n'arrête les plans sociaux et les licenciements, avec un chômage au plus haut depuis 1997. En un an, ce sont plus de 1 000 plans sociaux qui ont été annoncés, soit 53 000 emplois directs menacés. Il y a dans cette impuissance des politiques menées aujourd'hui, les germes de la crise civique, morale et culturelle que nous traversons.

A l'image de toutes les villes populaires, Vénissieux est frappée de plein fouet par la crise. La population souffre, le chômage atteint des taux alarmants à près de 28,6%, les difficultés se multiplient pour les familles modestes, les jeunes, les personnes âgées, et une partie des classes moyennes. Les crises économiques sont plus dures et laissent des traces plus profondes dans les quartiers moins favorisés. Les sorties de crise y sont aussi beaucoup plus longues, beaucoup plus âpres. Il faut saluer tous ceux qui oeuvrent au plus près des habitants, qui les aident à tenir le coup et à passer un cap difficile.

Les services publics nationaux et de proximité, l'ensemble des associations vénissianes, les agents de la mairie, les éducateurs, les assistantes sociales, les intervenants dans les commissions logement, les professions de la santé, les entrepreneurs et le monde économique, agissent sans compter pour les habitants, pour la vie des quartiers, pour Vénissieux, pour consolider le tissu social et le vivre ensemble. Je voudrais rappeler ce travail essentiel mené par chacun de vous, ici ce soir, un travail d'hommes et de femmes au service de l'intérêt général, un travail de terrain et de tous les jours, sans lequel Vénissieux n'en serait pas là aujourd'hui. Nous le savons : la crise serait plus dure pour les habitants, les difficultés plus nombreuses et le désarroi plus profond encore, sans votre présence, sans votre capacité d'actions et d'interventions. Il y a dans le dévouement de tous les acteurs de notre ville, une même passion pour Vénissieux, une envie de participer et d'accompagner son essor, sa dynamique, son développement. Et bien ce travail de tous, des acteurs sociaux, culturels, économiques, de nos partenaires institutionnels, ce travail paye, sous nos yeux et dans l'ensemble des 13 quartiers de la ville. L'attractivité dont on parle si souvent, elle ne se décrète pas, elle se gagne. Par des finances saines déjà, un endettement faible, et un budget qualifié d'équilibré dans le rapport de la cour des comptes de 2013. Quelle que soit l'option que vous choisissiez, une ville qui se repeuple sera toujours en meilleure santé qu'une ville qui se dépeuple.

Une ville sillonnée de chantiers et de grues dans le ciel sera toujours en meilleure santé qu'une ville, où plus un seul projet structurant ne sort de terre. Les signes de cette dynamique, ils sont là, réels, concrets, les Vénissians les voient autour d'eux, et après les périodes difficiles que Vénissieux a connues, c'est une bouffée d'oxygène que chacun appréciera à sa juste mesure. La progression démographique de ces dernières années est une donnée marquante. L'INSEE (chiffres 2011) vient d'officialiser le passage de Vénissieux au-dessus des 60 000 habitants, qu'on peut estimer aujourd'hui à un peu plus de 62 000. De nouvelles familles arrivent, d'anciens Vénissians reviennent s'installer dans des quartiers qu'ils connaissent bien, une dynamique est enclenchée. Elle est alimentée par le logement, ou plutôt par la diversité de logements et de parcours résidentiels mis en place. En 2013, 522 logements neufs ont été livrés dans notre commune : 222 en locatif social, 191 en accession libre, et 109 dans le cadre de résidences sociales, résidences étudiantes, Adoma, etc. Ces programmes répondent à l'urgence sociale des familles, et à la possibilité des Vénissians d'évoluer en fonction des étapes de la vie (l'arrivée d'un enfant, un premier accès à la propriété, etc). Il n'y a là ni course au nouvel habitant, ni surenchère en matière de constructions, mais une urbanisation ciblée autour de grands projets de rénovation urbaine, et de l'émergence d'axes structurants. La qualité et la présence sur le terrain des services publics de proximité, marque de fabrique de l'identité vénissiane,

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

jouent dans le choix des familles de venir habiter, au sens propre comme au figuré, Vénissieux. Crèches, groupes scolaires, équipements publics de pointe pour la pratique du sport, la culture, maillages associatifs, accompagnements péri-scolaires, EPJ, Apasev, ateliers santé, Vénissieux forme un tout, que les familles recherchent et apprécient. On ne loge pas à Vénissieux, mais on habite Vénissieux, cette différence est fondamentale.

De même cette année 2013, la ville a renforcé son positionnement géographique et stratégique, de porte d'entrée Sud incontournable de l'agglomération lyonnaise. Le prolongement du Tramway jusqu'à la Doua rapproche un peu plus encore les Vénissians de la ville-centre, la Part-Dieu n'est plus qu'à 30 minutes. Les fractures territoriales des grandes agglomérations s'effacent progressivement, à l'image de la mise en service du BUE. L'arrivée des Laboratoires Carso illustre cet intérêt que portent les entreprises, les architectes, les promoteurs à Vénissieux. Qui pourrait s'en plaindre, quand plus de 550 emplois sont à la clé, quand des opportunités seront à saisir en termes d'emplois qualifiés BAC + 2, en termes de stages formateurs, en termes de passerelles à dresser entre le monde professionnel, l'univers médical et les jeunes générations. Le nouveau groupe scolaire Joliot-Curie, plus gros investissement de la ville au cours de ce mandat, et la pose de la première pierre du futur CNI, auront été également des moments forts de l'année 2013 : pour la jeunesse, pour l'accès aux connaissances, pour la vie associative et la vie des clubs, pour le vivre ensemble. Une ville parfaite n'existe pas. En matière de sécurité, l'année passée a montré à la fois des résultats encourageants, mais aussi une fragilité de la situation que l'actualité est venue brutalement nous rappeler. Le droit à la tranquillité est un droit majeur des Vénissians. Il faut y travailler sans relâche, avec tous les partenaires, sur tous les territoires, avec le souci permanent d'éducation, de prévention, de fermeté et de répression, le cas échéant. La sécurité ne se prête, ni à la démagogie, ni à l'angélisme, c'est une demande forte et légitime des habitants, à laquelle il faut porter une très grande attention.

La lutte pour l'emploi est également un enjeu majeur pour nos savoir-faire, pour le dynamisme des territoires, pour les jeunes générations. La désindustrialisation de la France, du sud-est lyonnais, se poursuit et il faut s'y opposer en jetant toutes nos forces dans cette bataille cruciale pour notre pays. Veninov, Bosch, Kem One, SITL, Mory Ducros, il n'y a pas d'autres choix que de se battre, d'interpeller les pouvoirs publics, car la finance ne peut pas briser des vies en toute impunité, et laisser des territoires en jachère. Il faut la stopper, il faut la faire reculer, il faut la combattre. Les communes sont le premier socle de la République. Je crois que les politiques de proximité et les politiques de territoires, de par leurs singularités et leur histoire, sont deux leviers incontournables pour sortir tout autant de la crise économique, que de la crise de valeurs actuelle. Au lieu d'éloigner les centres de décisions des citoyens, ou les conseils d'administration des salariés, les habitants comme le monde du travail demandent plus d'intégrations, plus de leviers pour agir sur le développement de leur ville, sur les investissements et l'avenir de leur entreprise.

Dans ce cadre, la commune doit continuer de jouer le rôle-pivot qui lui est dévolu, d'être le lien direct entre les attentes, les besoins des habitants, et les réponses concrètes du pacte Républicain. Éloigner le pouvoir, c'est déjà le confisquer, ce que la Métropole risque d'accentuer. Alors que le désaveu entre les Français et la politique n'a jamais été aussi profond (87% d'entre eux estiment être peu ou pas du tout écoutés à l'échelle nationale !), il faut au contraire rapprocher, fédérer et consolider les politiques de proximité. Ces politiques deviennent alors un lieu d'échanges, un lieu d'innovations, un lieu d'expériences inégalable. Le cadre d'austérité que le gouvernement a mis en place pour les collectivités, et en particulier pour les communes, sera lourd de conséquences pour les habitants et les services publics, mais également contre-productif pour l'emploi et la croissance. 1,5 milliards d'euros d'économies pour 2014, à nouveau 1,5 milliards pour 2015, cela veut dire quoi concrètement ? Cela veut dire des services publics à minima, des investissements au ralenti, une fiscalité qui risque de s'alourdir. N'oublions pas que ces coupes drastiques pour les communes s'accompagnent, à l'inverse de transferts de compétences, sans compensation totale en matière de contreparties financières. C'est le cas, entre autres, de la réforme des rythmes scolaires, mais on peut aussi citer l'inflation des normes techniques de construction. En temps de crise, demander aux collectivités de faire toujours plus, avec toujours moins de dotations et subventions, n'est pas viable. Et ce n'est pas viable non plus, dans l'optique d'une sortie de crise, quand on sait que les collectivités sont le premier investisseur, à hauteur de 70%, de l'investissement public en France !

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

Au bout du bout, ce sont bien les habitants qui seront doublement pénalisés par ces politiques d'austérité : dans la vie de tous les jours, et dans la détérioration des services auxquels ils ont droit. Ne pas se résigner, ne pas céder à une quelconque fatalité, ne pas baisser la tête : 2014 est une année unique, chargée d'histoire et de mémoire, au contact et à l'expérience de laquelle, il nous faut retrouver et transmettre le sens des valeurs communes. Le respect de l'autre, la solidarité, la tolérance, la lutte contre les injustices et les inégalités sociales, sont le creuset de toute société. Ce sont elles qui mettent en marche nos quartiers, nos villes, nos territoires. Comme nous l'a montré Nelson Mandela, les lignes peuvent bouger, le monde peut changer si l'on fait preuve de volonté pour le transformer. « Cela semble toujours impossible, jusqu'à ce qu'on le fasse », disait-il. Alors, oui, ces destins exemplaires, ces moments d'histoire qui se croisent en 2014, doivent nous rendre plus forts, plus humains, plus solidaires et plus déterminés que jamais, pour Vénissieux, pour les Vénissians, pour redonner de l'espoir.

Je vous souhaite à tous et à toutes une très bonne nouvelle année, une année d'épanouissement individuel et d'engagements collectifs, au service d'une société à réinventer.

Je vous remercie.



Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux